

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Analyse statistique 2024

Janvier 2025

Table des matières

Évolution des statistiques de la Cour en 2024	3
A. Nouvelles requêtes	3
B. Requêtes clôturées par une décision judiciaire et requêtes pendantes.....	3
C. Traitement des requêtes.....	3
1. Stade antérieur à l’attribution à une formation judiciaire	3
2. Décisions d’irrecevabilité ou de radiation du rôle	3
3. Requêtes communiquées.....	3
4. Arrêts	4
5. Demandes de mesures provisoires (article 39 du règlement)	4
D. Politique de priorisation.....	4
E. Conclusion.....	4
Annexes : tableaux et graphiques	6

Évolution des statistiques de la Cour en 2024

Les statistiques de la Cour pour l'année 2024 révèlent une diminution du nombre de requêtes entrantes attribuées à une formation judiciaire et une augmentation du nombre de requêtes tranchées par un arrêt.

A. Nouvelles requêtes

En 2024, 28 800 requêtes ont été attribuées à une formation judiciaire, ce qui représente une baisse globale de 17 % par rapport au chiffre de 2023 (34 650). Cela s'explique principalement par une diminution du nombre de requêtes attribuées à l'encontre de la Türkiye, de la Hongrie, de la Belgique, de la Slovénie et de la Serbie. Sur le total des requêtes attribuées, 19 700 requêtes ont été identifiées comme devant être examinées par un juge unique et étaient normalement appelées à être déclarées irrecevables (soit une diminution de 6 % par rapport à 2023). Comme les années passées, les requêtes relevant de la procédure de juge unique ont été traitées dès qu'elles ont été identifiées comme telles. En outre, 9 100 requêtes ont été identifiées devant probablement être traitées par une chambre ou un comité (soit une diminution de 33 % par rapport à 2023).

B. Requêtes clôturées par une décision judiciaire et requêtes pendantes

Au total, 36 819 requêtes ont été clôturées par une décision judiciaire, soit une diminution de 4 % par rapport à 2023 (38 260). Le nombre de requêtes clôturées a dépassé celui des requêtes attribuées d'un peu plus de 8 000. Ainsi, le stock de requêtes attribuées qui étaient pendantes devant la Cour a baissé au cours de l'année, passant de 68 450 à 60 350.

C. Traitement des requêtes

1. Stade antérieur à l'attribution à une formation judiciaire

Au 31 décembre 2024, le nombre de requêtes pendantes au stade pré-judiciaire était de 4 300, soit une augmentation de 8 % par rapport à la même date de l'année précédente (4 000). Le nombre de requêtes clôturées administrativement en 2024 s'est établi à 8 650, soit une baisse de 18 %. Il est à noter que 77 % de ces dossiers ont été clôturés pour défaut de conformité aux exigences de l'article 47 du règlement de la Cour (contenu d'une requête individuelle). Les autres dossiers ont été clôturés administrativement parce que les requérants n'avaient pas introduit de formulaire de requête dans le délai fixé par le greffe.

2. Décisions d'irrecevabilité ou de radiation du rôle

En 2024, 25 990 requêtes ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle par un juge unique, un comité, une chambre ou la Grande Chambre, soit une baisse de 17 % par rapport à 2023 (31 329).

Les formations de juge unique ont statué en 2024 sur 22 210 requêtes, soit 14 % de moins qu'en 2023 (25 834). Cela peut s'expliquer par une diminution du nombre de requêtes attribuées à un juge unique en 2024.

En 2024, 1 561 requêtes ont été rayées du rôle par une chambre ou par un comité au moyen d'une décision faisant suite à un règlement amiable ou à une déclaration unilatérale (contre 2 425 en 2023), soit une diminution de 36 %. Le nombre des règlements amiables (1 164) a diminué de 35 % (1 801 en 2023) et celui des déclarations unilatérales a diminué de 36 % (397 en 2024 contre 624 en 2023). En outre, 2 219 requêtes ont été déclarées irrecevables par la Grande Chambre, une chambre ou un comité ou rayées du rôle par ces formations pour d'autres motifs (28 % de moins qu'en 2023).

3. Requêtes communiquées

En 2024, 9 832 requêtes ont été communiquées (contre 16 623 en 2023, soit une baisse de 41 %). Cette diminution est largement due au fait que moins de requêtes ont été communiquées à l'encontre de la Russie en 2024.

4. Arrêts

Le nombre de requêtes ayant donné lieu au prononcé d'un arrêt s'est élevé à 10 829 (contre 6 931 en 2023, soit une augmentation de 56 %). Une proportion importante d'entre elles ont été jointes, ce qui a porté le nombre des arrêts rendus à 1 102, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2023. 814 arrêts (concernant 10 241 requêtes) ont été adoptés par un comité de trois juges (19 % de plus qu'en 2023). Par ailleurs, on constate une augmentation de 60 % (10 241 contre 6 386 en 2023) du nombre des requêtes terminées par des arrêts de comité de trois juges, qui représentent 95 % des requêtes tranchées par un arrêt (contre 92 % en 2023). Cette année le nombre de requêtes terminées par un arrêt a atteint un nouveau record si on ne prend pas en considération l'arrêt *Burmych de 2017 (Burmych et autres c. Ukraine (radiation))* [GC], n^{os} 46852/13 et 12 147 autres, 12 octobre 2017).

5. Demandes de mesures provisoires (article 39 du règlement)

Le nombre total de décisions relatives à des demandes de mesures provisoires (1 630) a diminué de 38 % par rapport à 2023 (2 635). La Cour a fait droit à la demande dans 371 cas (contre 1 418 en 2023, soit une diminution de 74 %) et l'a rejetée dans 347 cas (contre 359 en 2023, soit une diminution de 3 %). Il est à noter que 70 % des demandes accueillies concernaient des cas autres que des expulsions ou des extraditions. Le restant des demandes ne relevaient pas du champ d'application de l'article 39 du règlement.

D. Politique de priorisation¹

Cette politique a pour but de concentrer davantage les ressources sur les affaires les plus importantes, à savoir celles qui relèvent des trois premières catégories (« requêtes prioritaires »). Au 31 décembre 2024, on dénombrait 13 373 requêtes pendantes dans ces catégories (soit une baisse de 34 % par rapport au début de l'année). Ce résultat a pu être obtenu principalement grâce à la forte productivité dans ces catégories en 2024. En effet, 9 151 requêtes prioritaires ont été clôturées par une décision judiciaire, soit une augmentation de 33 % par rapport à 2023 (6 880).

Le nombre de requêtes prioritaires communiquées au gouvernement défendeur a diminué de 70 % par rapport à 2023 (10 114 en 2023 contre 3 060 en 2024). Le nombre de requêtes prioritaires déclarées irrecevables ou rayées du rôle par la Grande Chambre, une chambre ou un comité a diminué de 43 % (1 805 en 2023 contre 1 036 en 2024). Le nombre de requêtes prioritaires rayées du rôle à la suite d'un règlement amiable ou d'une déclaration unilatérale est passé de 794 en 2023 à 264 en 2024. Le nombre de requêtes prioritaires ayant donné lieu à un arrêt a augmenté de 60 % en 2024 (5 075 en 2023 et 8 115 en 2024). Ces chiffres élevés s'expliquent par le nombre des requêtes qui ont été traitées contre la Russie. En 2024, près de 5 300 requêtes prioritaires contre la Russie ont été clôturées par un arrêt.

E. Conclusion

La Cour a pu réduire le nombre de requêtes pendantes, principalement en raison de la diminution du nombre de requêtes attribuées à une formation judiciaire et du traitement de certains groupes de requêtes, en particulier celles contre la Russie. Le nombre de requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle par les comités a diminué de 33 % (de 5 344 en 2023 à 3 589 en 2024), mais cette diminution est principalement due à la baisse du nombre de requêtes rayées à la suite d'un règlement amiable ou d'une déclaration unilatérale par un comité (2 421 en 2023 contre 1 517 en 2024) et à un important groupe de requêtes contre la Pologne déclarées irrecevables en 2023.

La stratégie « à impact »² vise à renforcer l'impact et la pertinence immédiate de l'action de la Cour pour les requérants et les États membres, de même que sa capacité à répondre à des questions juridiques centrales présentant un intérêt pour le système de la Convention dans son ensemble. Au 1^{er} janvier 2021, près de

1. Les explications concernant la politique de priorisation de la Cour sont consultables sur le site internet de la Cour http://www.echr.coe.int/Documents/Priority_policy_FRA.pdf.

2. Voir le communiqué de presse sur la stratégie de traitement des affaires du 17.03.2021 (<https://hudoc.echr.coe.int/fre-press?i=003-6966911-9378080>) et le document « Une Cour qui compte » (https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/Court_that_matters_FRA).

18 000 requêtes étaient pendantes dans la catégorie IV. Au 1^{er} janvier 2025, environ 15 450 requêtes restaient pendantes en catégorie IV, parmi lesquelles 181 requêtes ont été identifiées comme ayant un « impact ». Depuis janvier 2021, 820 requêtes « à impact » ont été examinées : 308 requêtes ont donné lieu à un arrêt (53 en 2024), 80 ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle (21 en 2024) et 432 ont été communiquées (42 en 2024). La stratégie « à impact » a également permis d'assurer une activité équilibrée et productive des affaires classées dans la catégorie IV non identifiées comme des affaires « à impact ». En 2024, il y a eu une augmentation de 21 % dans le traitement des requêtes attribuées à une chambre dans les catégories IV et IV-High par rapport à 2023 (494 requêtes terminées en 2024 contre 408 en 2023).

Annexes : tableaux et graphiques

Tableau 1 Informations statistiques générales

1. Requêtes attribuées à une formation judiciaire

[chiffres arrondis (50)]

	2024	2023	+/-
Requêtes attribuées	28800	34650	-17%

2. Stades de procédure intermédiaires

	2024	2023	+/-
Requêtes communiquées au Gouvernement	9832	16623	-41%

3. Requêtes jugées

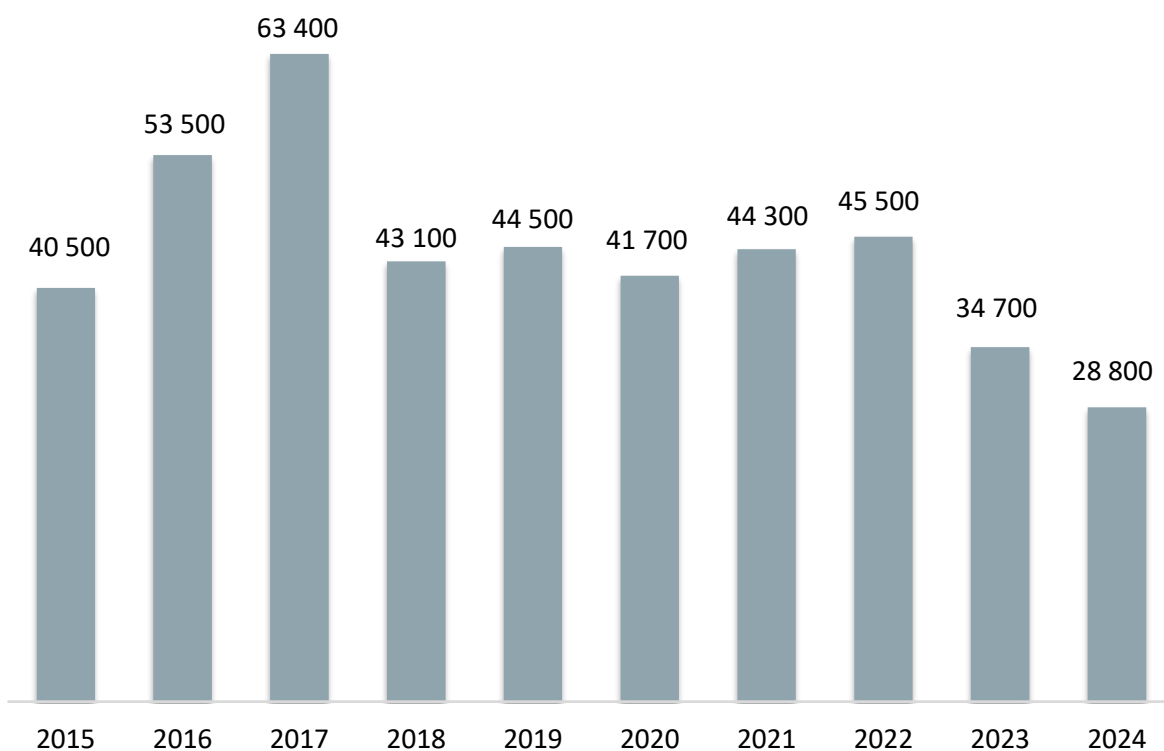
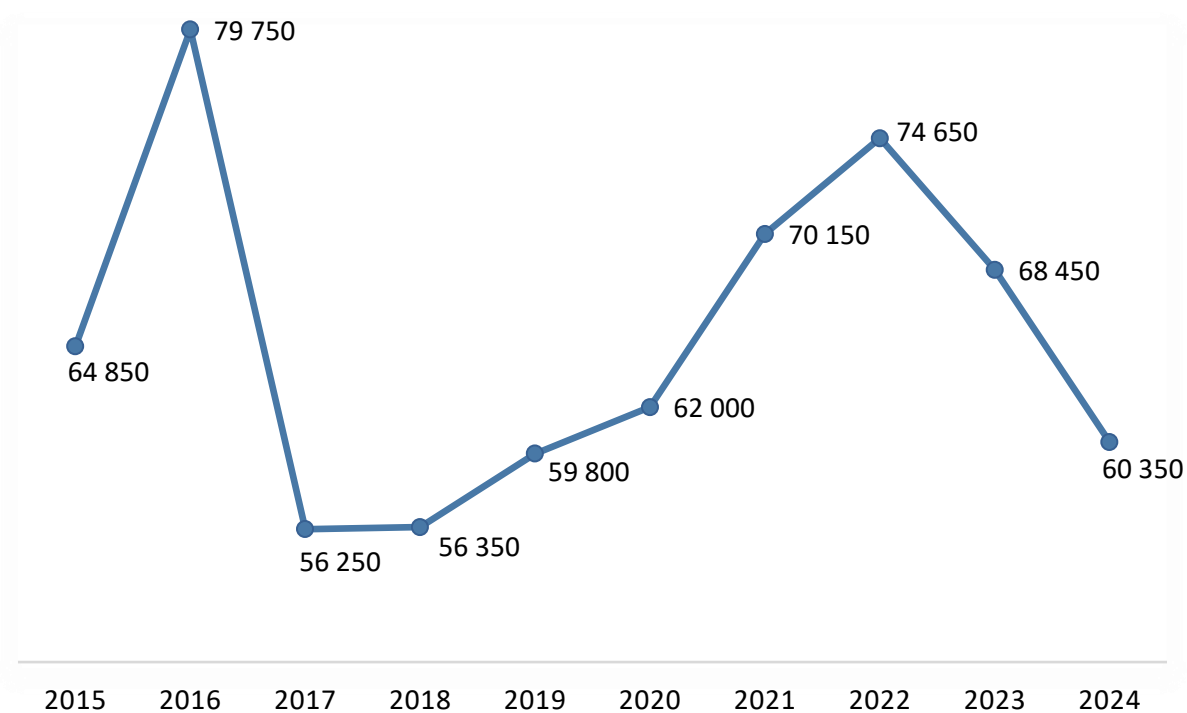
	2024	2023	+/-
Par décision ou arrêt	36819	38260	-4%
- un arrêt prononcé	10829	6931	56%
- une décision (irrecevabilité/radiation)	25990	31329	-17%

4. Requêtes pendantes [chiffres arrondis (50)]

	31/12/2024	1/1/2024	+/-
Requêtes pendantes devant une formation judiciaire	60350	68450	-12%
- Chambre et Grande Chambre	19250	18150	6%
- Comité	36700	46150	-20%
- formation de Juge Unique	4400	4150	6%

5. Requêtes pré-judiciaires [chiffres arrondis (50)]

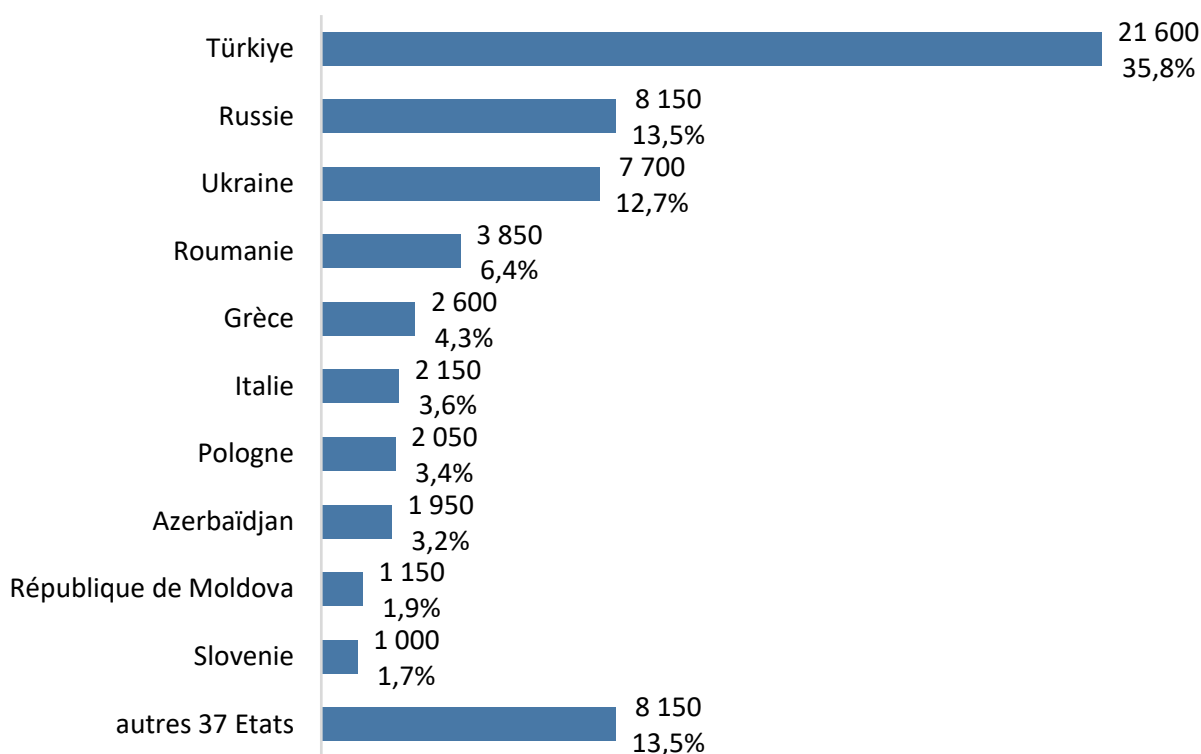
	31/12/2024	1/1/2024	+/-
Requêtes au stade pré-judiciaire	4300	4000	8%
	2024	2023	+/-
Requêtes terminées administrativement	8650	10600	-18%

Graphique 1 Requêtes attribuées à une formation judiciaire par an³**Graphique 2 Requêtes pendantes devant une formation judiciaire par an⁴**

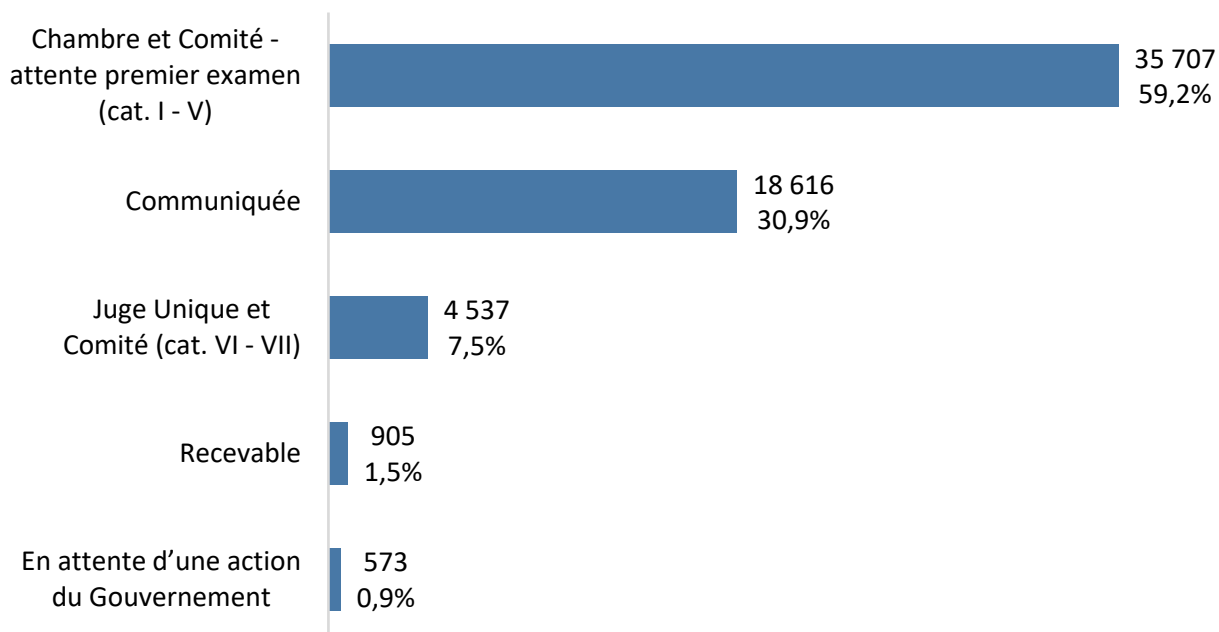
3. Les chiffres sont arrondis à la centaine la plus proche.

4. Les chiffres indiquent le nombre total de requêtes, y compris les requêtes jointes. Les chiffres sont arrondis.

Graphique 3 La répartition des 60 350 requêtes pendantes par États gros pourvoyeurs de requêtes

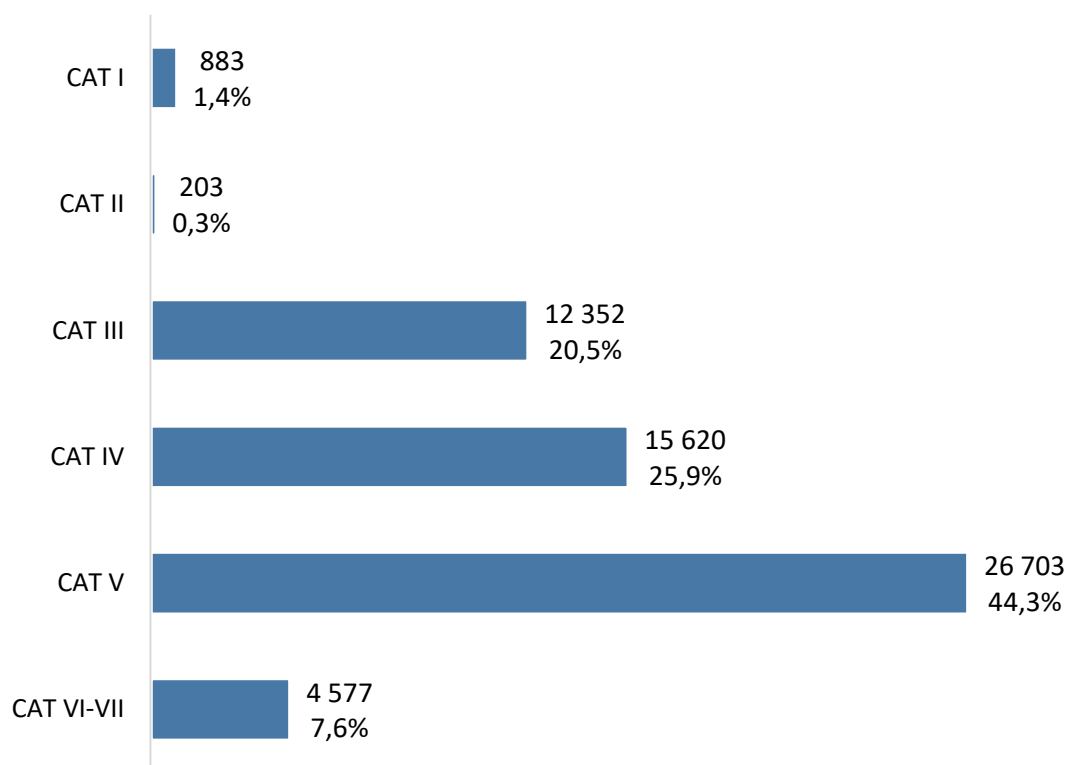


Graphique 4 La répartition des 60 350 requêtes pendantes par stade procédural et formation judiciaire⁵

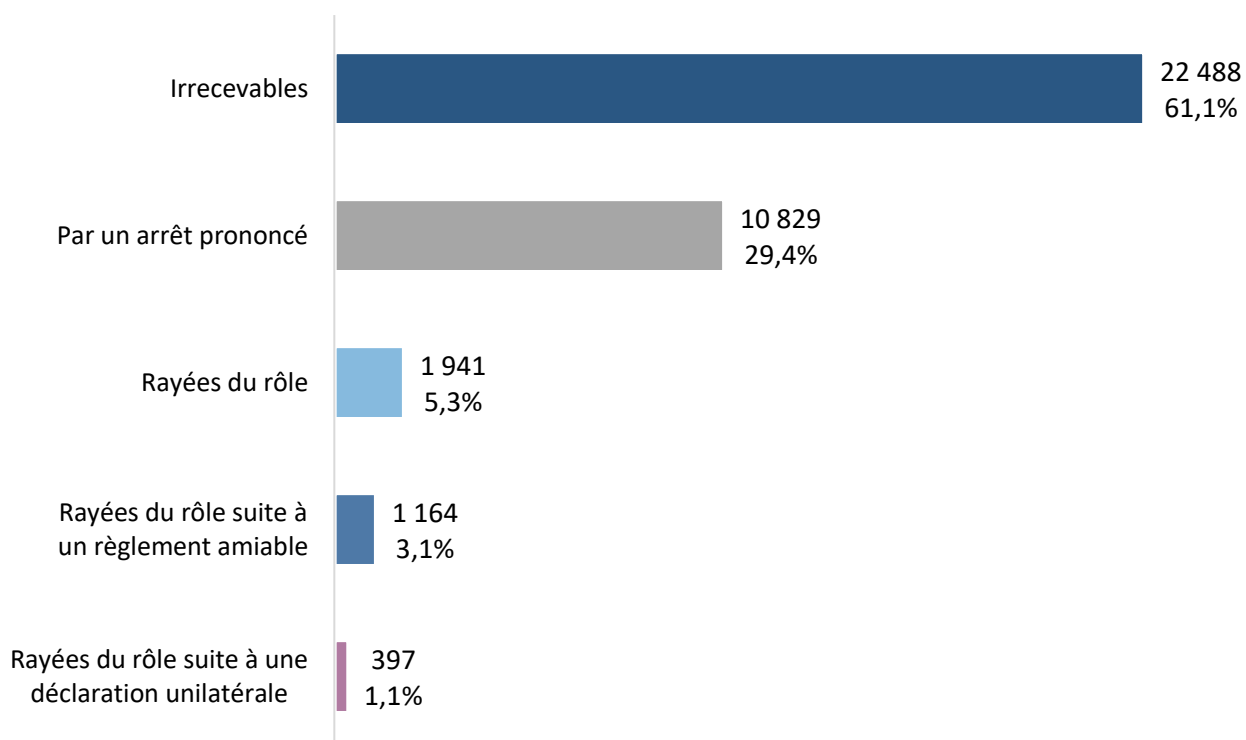


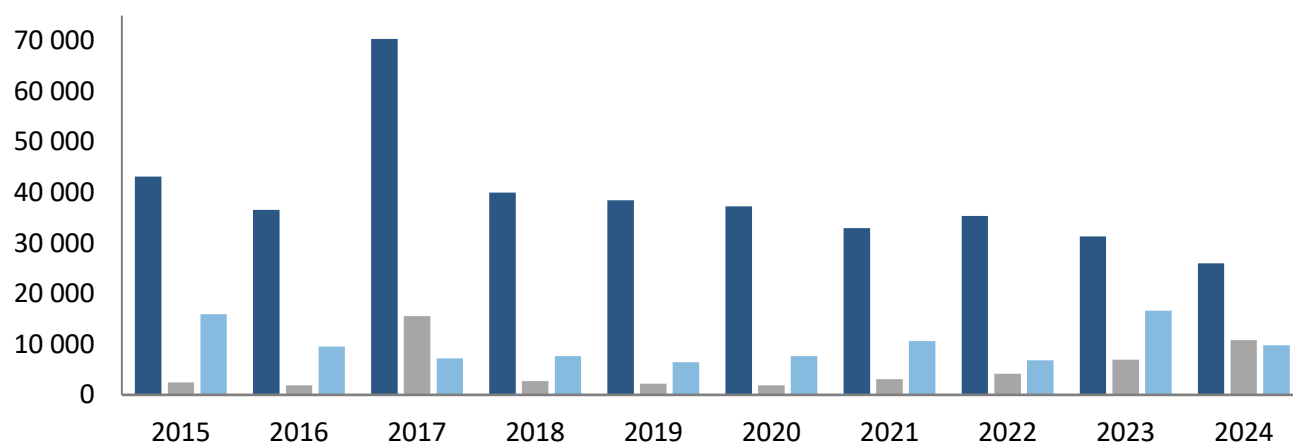
5. Le stade procédural « en attente d'une action du Gouvernement » a été créé pour surveiller les requêtes suivant un arrêt appliquant la procédure pilote.

Graphique 5 La répartition des 60 350 requêtes pendantes par catégorie

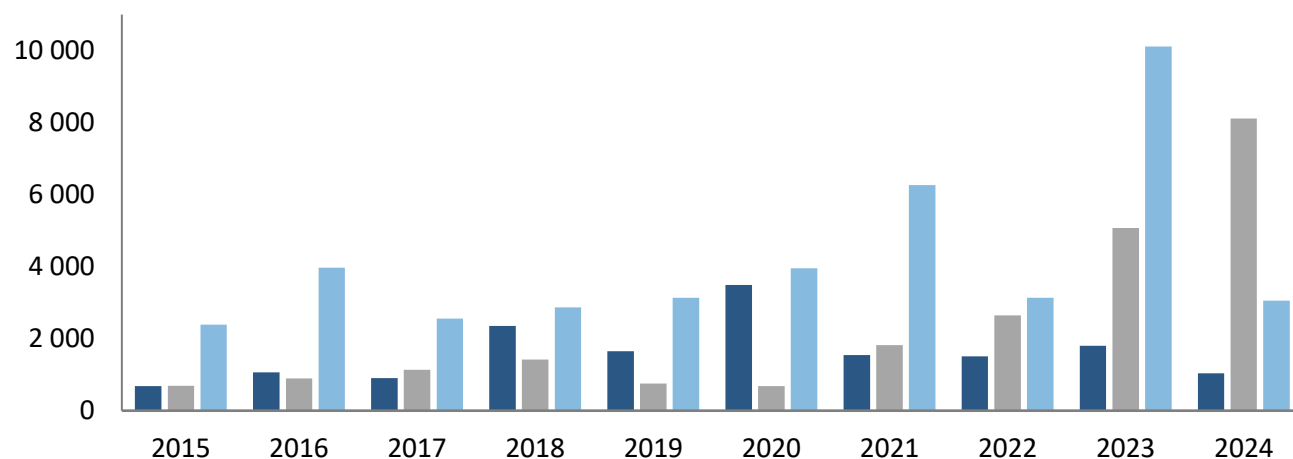


Graphique 6 36 819 requêtes clôturées en 2024

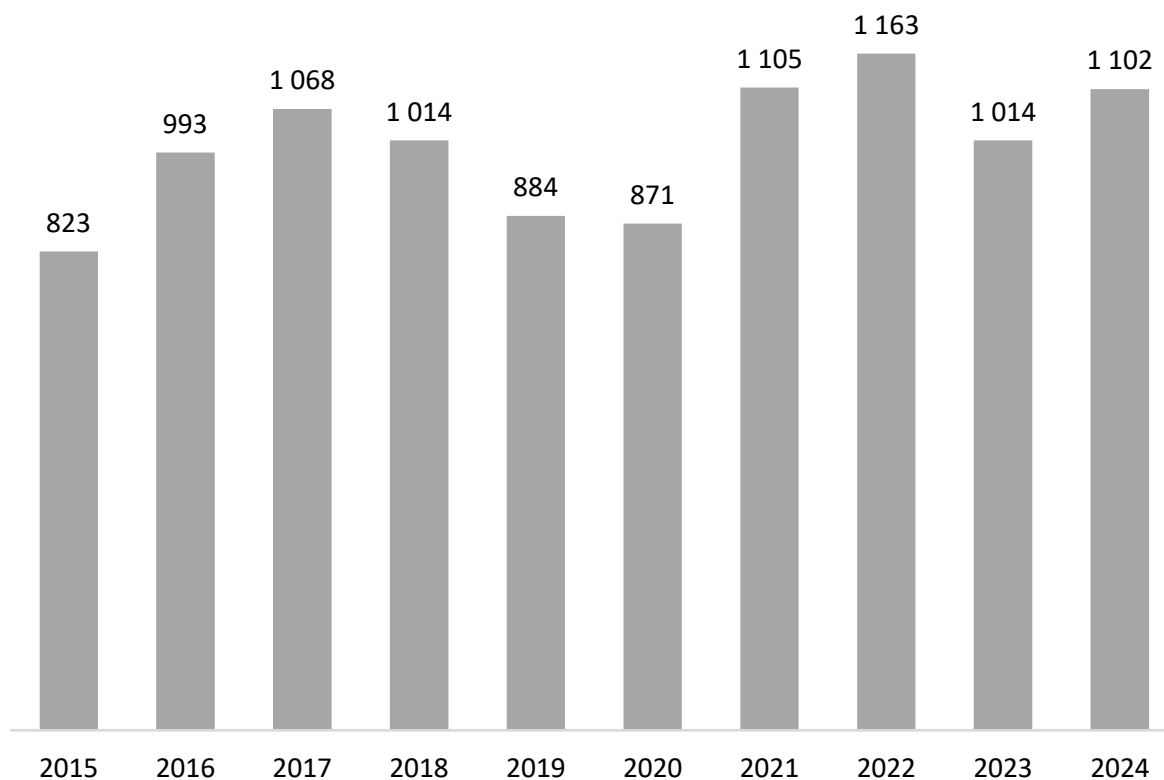
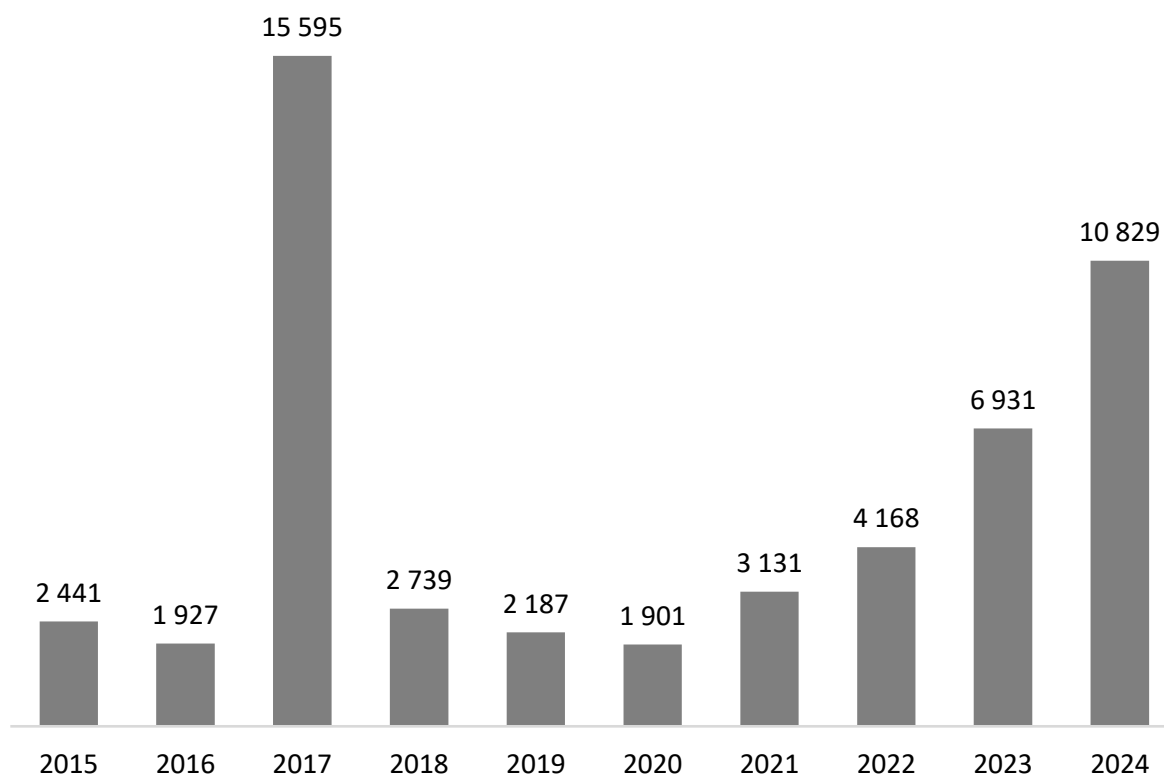


Graphique 7 Requêtes appartenant aux catégories I à VII traitées au cours des dix dernières années

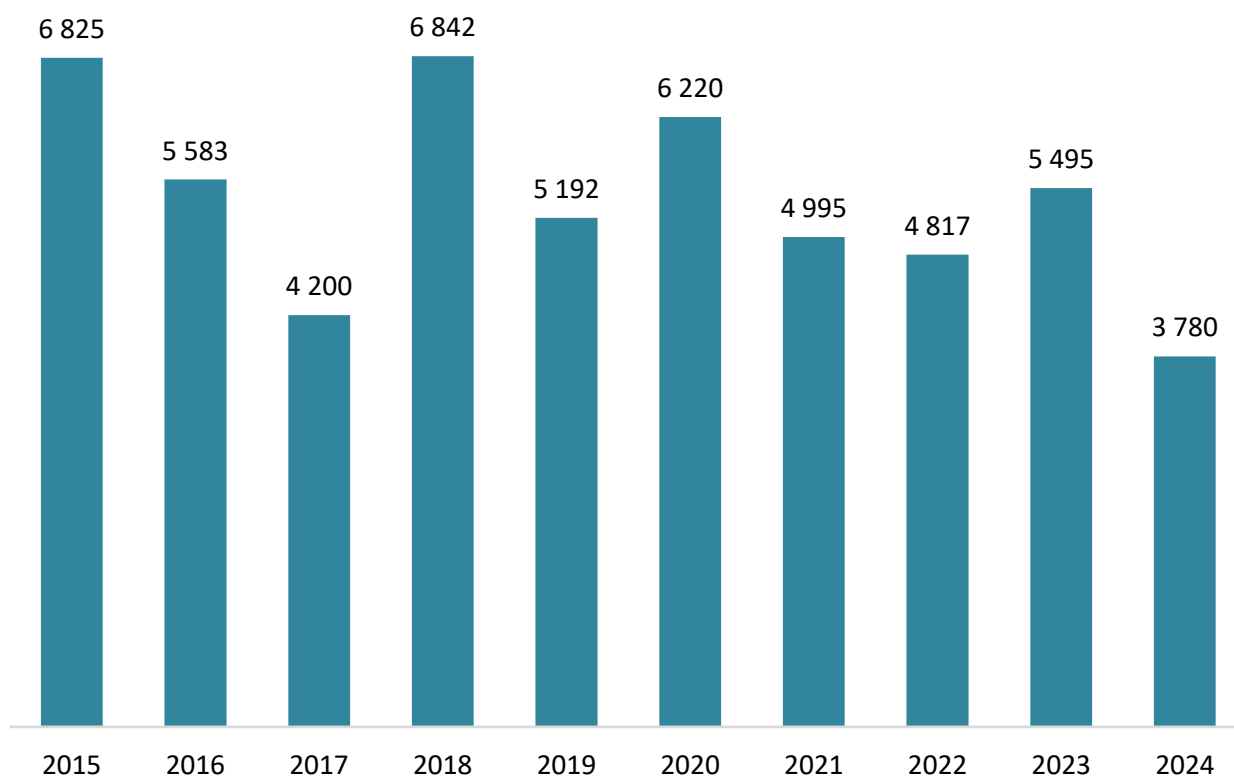
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Requêtes irrecevables ou rayées	43 134	36 580	70 356	40 022	38 480	37 289	32 962	35 402	31 329	25 990
Requêtes par un arrêt prononcé	2 441	1 927	15 595	2 739	2 187	1 901	3 131	4 168	6 931	10 829
Requêtes communiquées	15 964	9 534	7 226	7 646	6 441	7 684	10 629	6 822	16 623	9 832

Graphique 8 Requêtes appartenant aux catégories I, II et III traitées au cours des dix dernières années

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Requêtes irrecevables ou rayées	680	1 067	905	2 357	1 649	3 487	1 549	1 509	1 805	1 036
Requêtes par un arrêt prononcé	691	898	1 134	1 424	751	679	1 824	2 643	5 075	8 115
Requêtes communiquées	2 392	3 972	2 555	2 871	3 138	3 953	6 266	3 138	10 114	3 060

Graphique 9 Nombre d'arrêts (actes juridiques) au cours des dix dernières années**Graphique 10 Nombre des requêtes ayant donné lieu au prononcé d'un arrêt au cours des dix dernières années**

Graphique 11 Nombre de requêtes déclarées irrecevables par la Grande Chambre, une chambre ou un comité ou radiées du rôle par ces formations au cours des dix dernières années



Graphique 12 Évolution des règlements amiables et des déclarations unilatérales au cours des dix dernières années

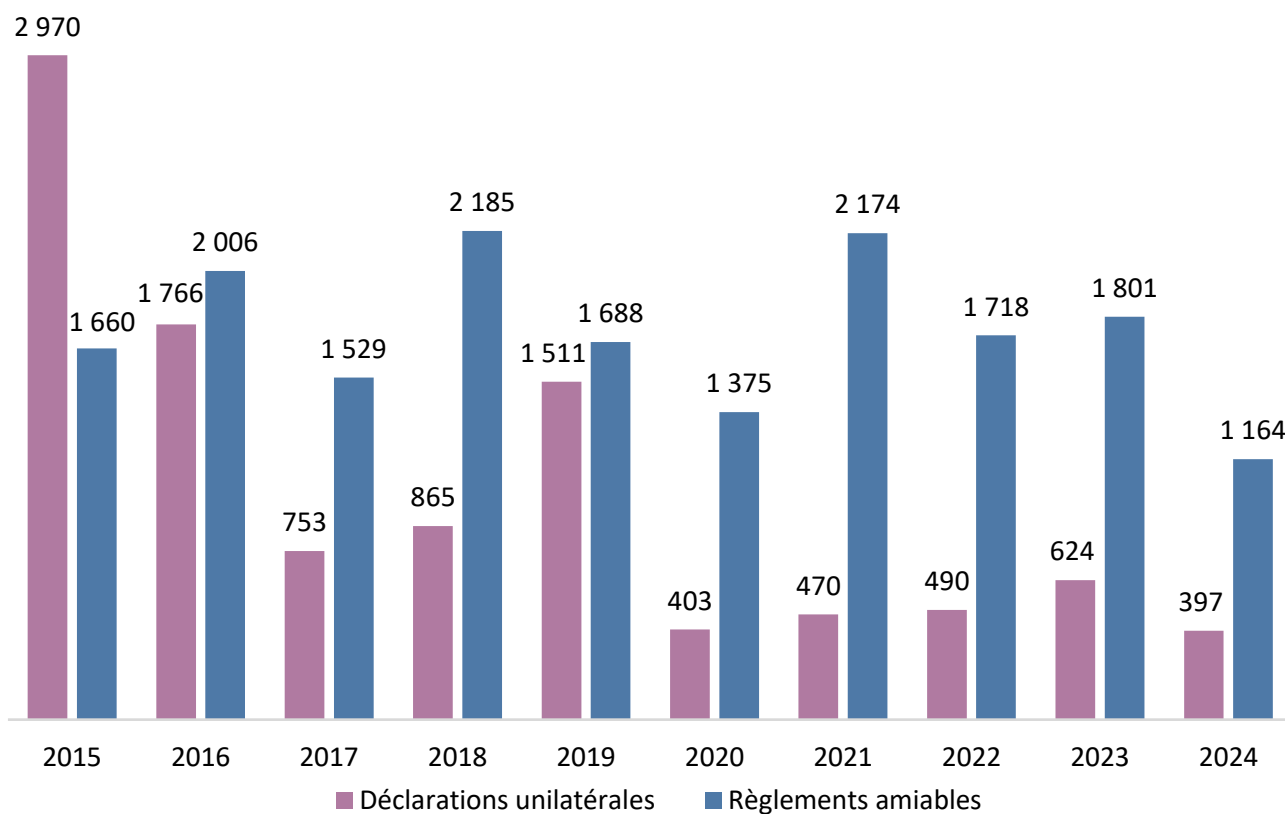


Tableau 2 Déclarations unilatérales et règlements amiables

État	Déclaration Unilatérale			Règlement Amiable		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Albanie	3	9	11	2	1	4
Allemagne				2		1
Andorre						
Arménie				1	5	
Autriche					1	2
Azerbaïdjan	4	111	102	64	154	64
Belgique	21	6	3	22	8	9
Bosnie-Herzégovine	1			48	1	14
Bulgarie	2	4	5	33	7	3
Chypre	1		1	1		1
Croatie	12	6	3	20	5	18
Danemark					1	2
Espagne						
Estonie		1		1		
Finlande						
France	4	2	8	6	8	3
Géorgie						
Grèce	4	80	1	7	367	20
Hongrie	13	6	9	170	235	394
Irlande						
Islande	16			2		
Italie	179	247	130	85	164	66
Lettonie						
Liechtenstein						
Lituanie				9		
Luxembourg						1
Macédoine du Nord	6	30	7	19	86	12
Malte						4
République de Moldova	1	3	7	3	10	5
Monaco						
Monténégro		1	1	4	6	16
Norvège						
Pays-Bas	2		2	4	4	3
Pologne	33	54	78	77	135	125
Portugal	2	11	20	14	18	26
République tchèque	1	1	1	4	2	2
Roumanie	41	11	1	406	57	2
Royaume-Uni				9	2	1
Russie	23		2	27		
Saint-Marin		2			1	2
Serbie	10	8	2	625	490	326
Slovaquie	2	3		23	19	23
Slovénie		1		13	3	
Suède						
Suisse			1	7	2	2
Türkiye	109	27	2	10	9	13
Ukraine						
Total	490	624	397	1718	1801	1164

Tableau 3 Charge de travail de la Cour par stade procédural et formation judiciaire

État	Juge Unique et Comité (cat. VI-VII)	Chambre et Comité - attente premier examen (cat. I-V)	Communiquée	En attente d'une action du Gouvernement	Recevable	TOTAL
Albanie	14	210	51		7	282
Allemagne	85	28	21		2	136
Andorre	8	2				10
Arménie	178	270	493		8	949
Autriche	73	16	22		1	112
Azerbaïdjan	17	1113	797		41	1968
Belgique	38	58	83		18	197
Bosnie-Herzégovine	17	5	20		1	43
Bulgarie	32	143	245		2	422
Chypre	16	6	20		4	46
Croatie	292	95	115		5	507
Danemark	8		14		6	28
Espagne	205	26	42		3	276
Estonie	6	6	12			24
Finlande	44	6	8		2	60
France	101	141	239		28	509
Géorgie	48	61	76		13	198
Grèce	38	1011	1551		13	2613
Hongrie	62	163	250		8	483
Irlande	4					4
Islande	10	1	22		4	37
Italie	160	1182	727		72	2141
Lettonie	133	22	56			211
Liechtenstein	1	2				3
Lituanie	45	88	63		2	198
Luxembourg	1	12	1		1	15
Macédoine du Nord	60	312	104		5	481
Malte	4	5	11		1	21
République de	30	827	262		25	1144
Monaco	5	14				19
Monténégro	18	26	34			78
Norvège	38	2	11		1	52
Pays-Bas	85	46	50		5	186
Pologne	291	650	530	573	6	2050
Portugal	13	474	119		4	610
République tchèque	55	15	44		5	119
Roumanie	273	2422	1113		39	3847
Royaume-Uni	143	87	42		2	274
Russie	229	4393	3186		322	8130
Saint-Marin	4	16	41		7	68
Serbie	83	322	272		4	681
Slovaquie	218	143	155		5	521
Slovénie	55	902	23		2	982
Suède	54	7	17			78
Suisse	91	64	49		5	209
Türkiye	821	14091	6628		73	21613
Ukraine	331	6222	997		153	7703
Total	4537	35707	18616	573	905	60338

Tableau 4 Principales étapes procédurales du traitement des requêtes par pays

État	Requêtes attribuées à une formation judiciaire			Requêtes communiquées au Gouvernement			Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle			Requêtes ayant donné lieu à des arrêts		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Albanie	85	133	156	12	47	31	107	106	224	9	37	23
Allemagne	535	450	402	13	7	6	501	459	436	8	13	4
Andorre	10	6	14	0	0	0	8	9	6	0	0	0
Arménie	111	147	180	48	348	44	177	510	52	31	31	16
Autriche	254	200	189	4	11	11	258	166	199	4	9	4
Azerbaïdjan	389	438	600	237	613	216	269	655	451	51	77	76
Belgique	1169	1328	383	147	38	47	166	2125	582	13	14	13
Bosnie-Herzégovine	407	248	81	27	18	16	808	326	140	15	2	2
Bulgarie	597	486	472	70	55	220	568	485	526	28	39	21
Chypre	43	29	53	9	16	6	58	32	43	7	5	6
Croatie	886	1012	878	70	52	54	809	705	1084	37	46	23
Danemark	97	87	65	22	12	9	100	86	66	4	5	9
Espagne	718	421	635	17	25	12	730	370	499	13	16	6
Estonie	141	103	97	11	6	3	145	97	106	6	6	0
Finlande	170	91	121	2	2	4	150	72	114	0	2	2
France	831	729	749	94	89	116	852	838	662	30	57	47
Géorgie	150	156	151	21	23	38	508	99	121	15	20	27
Grèce	1947	541	715	921	340	574	519	875	502	22	20	42
Hongrie	1267	2469	1442	323	435	543	1070	2442	1310	202	72	225
Irlande	28	21	22	2	0	0	27	20	26	1	3	0
Islande	30	19	19	6	3	2	46	11	18	4	0	2
Italie	1931	1957	1751	784	510	550	1950	2549	1929	39	117	390
Lettonie	272	166	170	17	19	10	251	185	320	8	7	13
Liechtenstein	1	6	8	0	0	0	2	6	5	0	0	0
Lituanie	360	351	346	34	26	22	307	428	287	23	15	8
Luxembourg	35	28	28	3	2	1	37	25	25	1	2	4
Macédoine du Nord	367	335	328	24	133	56	302	368	180	12	25	12
Malte	19	22	16	16	6	10	38	25	15	15	14	7
République de Moldova	642	653	363	150	53	50	601	496	343	35	40	26
Monaco	8	9	15	1	0	0	4	5	8	0	1	2
Monténégro	295	173	133	18	21	31	414	193	127	3	0	9
Norvège	131	87	101	3	1	8	120	96	101	5	9	1
Pays-Bas	198	231	240	26	15	16	250	172	194	1	14	5
Pologne	2146	1843	2141	379	426	261	1881	2574	1579	34	74	87
Portugal	335	371	348	69	121	68	238	278	181	11	6	23
République tchèque	309	343	308	19	21	32	311	334	305	10	14	19
Roumanie	3302	2821	2527	1058	841	735	3720	3041	2608	507	400	240
Royaume-Uni	240	201	478	17	11	5	255	172	328	5	4	4
Russie	6077	1695	2129	297	9418	1540	4424	833	738	1759	4466	6736
Saint-Marin	56	16	24	13	39	4	3	11	23	4	1	5
Serbie	3289	1522	1118	738	446	277	3093	1910	1953	31	15	12
Slovaquie	479	457	537	48	143	43	464	323	320	26	19	21
Slovénie	287	978	382	30	10	12	271	203	307	4	2	4
Suède	162	143	267	2	5	15	167	138	221	3	2	4
Suisse	257	280	320	15	12	16	227	245	290	8	15	10
Türkiye	12551	8341	4450	652	1494	3380	6493	4232	4107	752	807	2083
Ukraine	1914	2531	2832	353	710	738	1703	1999	2329	372	388	556
Total	45528	34674	28784	6822	16623	9832	35402	31329	25990	4168	6931	10829

Les graphiques par pays sont disponibles sur <https://echr.coe.int/dashboards>.

Tableau 5 Requêtes attribuées par État contractant et population*

État	Requêtes attribuées à une formation judiciaire			Population (1 000)			Requêtes attribuées/population (10 000)		
	2022	2023	2024	1.1.2022	1.1.2023	1.1.2024	2022	2023	2024
Albanie	85	133	156	2794	2762	2792	0,27	0,48	0,56
Allemagne	535	450	402	83237	84359	83445	0,07	0,05	0,05
Andorre	10	6	14	80	82	85	1,43	0,73	1,65
Arménie	111	147	180	2963	2977	2991	0,45	0,49	0,60
Autriche	254	200	189	8979	9105	9159	0,25	0,22	0,21
Azerbaïdjan	389	438	600	10156	10127	10181	0,42	0,43	0,59
Belgique	1169	1328	383	11618	11743	11832	0,13	1,13	0,32
Bosnie-Herzégovine	407	248	81	3234	3441	3417	2,39	0,72	0,24
Bulgarie	597	486	472	6839	6448	6445	0,90	0,75	0,73
Chypre	43	29	53	905	921	934	0,58	0,31	0,57
Croatie	886	1012	878	3862	3851	3862	1,73	2,63	2,27
Danemark	97	87	65	5873	5933	5961	0,11	0,15	0,11
Espagne	718	421	635	47433	48085	48610	0,13	0,09	0,13
Estonie	141	103	97	1332	1366	1375	0,85	0,75	0,71
Finlande	170	91	121	5548	5564	5604	0,16	0,16	0,22
France	831	729	749	67872	68173	68402	0,11	0,11	0,11
Géorgie	150	156	151	3689	3736	3808	0,32	0,42	0,40
Grèce	1947	541	715	10460	10414	10397	0,85	0,52	0,69
Hongrie	1267	2469	1442	9689	9600	9585	1,12	2,57	1,50
Irlande	28	21	22	5060	5271	5344	0,07	0,04	0,04
Islande	30	19	19	376	388	399	0,57	0,49	0,48
Italie	1931	1957	1751	59030	58997	58990	0,27	0,33	0,30
Lettonie	272	166	170	1876	1883	1872	1,42	0,88	0,91
Liechtenstein	1	6	8	39	40	40	2,05	1,50	2,00
Lituanie	360	351	346	2806	2857	2886	1,53	1,23	1,20
Luxembourg	35	28	28	645	661	672	0,47	0,42	0,42
Macédoine du Nord	367	335	328	1837	1830	1826	1,90	1,83	1,80
Malte	19	22	16	521	542	563	1,20	0,41	0,28
République de Moldova	642	653	363	2604	2513	2423	2,40	2,60	1,50
Monaco	8	9	15	36	38	38	2,05	2,37	3,95
Monténégro	295	173	133	618	617	638	6,14	2,80	2,08
Norvège	131	87	101	5425	5489	5550	0,22	0,16	0,18
Pays-Bas	198	231	240	17591	17811	17943	0,14	0,13	0,13
Pologne	2146	1843	2141	37654	36754	36621	0,76	0,50	0,58
Portugal	335	371	348	10352	10517	10640	0,25	0,35	0,33
République tchèque	309	343	308	10517	10828	10901	0,32	0,32	0,28
Roumanie	3302	2821	2527	19042	19055	19064	1,55	1,48	1,33
Royaume-Uni	240	201	478	67509	68683	69138	0,03	0,03	0,07
Russie*	6077	1695	2129	143667	143667	143667	0,66	0,12	0,15
Saint-Marin	56	16	24	34	34	34	5,14	4,71	7,06
Serbie	3289	1522	1118	6797	6641	6605	2,90	2,29	1,69
Slovaquie	479	457	537	5435	5429	5425	0,84	0,84	0,99
Slovénie	287	978	382	2107	2117	2124	1,11	4,62	1,80
Suède	162	143	267	10452	10522	10552	0,15	0,14	0,25
Suisse	257	280	320	8739	8815	8961	0,31	0,32	0,36
Türkiye	12551	8341	4450	84680	85280	85372	1,14	0,98	0,52
Ukraine	1914	2531	2832	45246	45246	45246	0,82	0,56	0,63
Total	45528	34674	28784	837258	841212	842419	0,54	0,41	0,34

* Les 46 pays membres du Conseil de l'Europe comptaient au 1^{er} janvier 2024 environ 699 millions d'habitants. Le nombre moyen de requêtes attribuées à une formation judiciaire pour 10 000 habitants (sans tenir compte des chiffres relatifs à la Russie) était de 0,38 en 2024. **SOURCES au 01.01.2024** : sites Internet d'Eurostat (statistiques générales et régionales : la base des données « Population au 1^{er} janvier ») et de la Division de la population de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales).